

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202574]

5 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le programme de médecine préventive tuberculose

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 2 mai 2019, et modifié par le décret du 3 février 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2022;

Vu le rapport du 5 décembre 2022 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la décision du 15 décembre 2022 de l'organe de concertation intra-francophone de ne pas rendre d'avis;

Vu la décision du 15 décembre 2022 du comité ministériel de concertation intra-francophone de ne pas rendre d'avis;

Vu l'avis n° 73.046/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 14 mars 2023;

Considérant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 12/10 à 12/14 et 12/55 à 12/72, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 16 janvier 2023;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné le 20 décembre 2022;

Considérant que des programmes de médecine préventive de lutte contre la tuberculose ont été élaborés préalablement par l'Etat fédéral, puis par la Communauté française, à l'époque où cette compétence n'était pas régionalisée;

Considérant qu'il y a lieu dès lors d'assurer la pérennité de la lutte contre la tuberculose par la reprise d'un programme de médecine préventive spécifique dans le corps réglementaire wallon;

Considérant que les traitements de données à caractère personnel induits par le présent arrêtés sont intégralement prévus par les articles 47/13 et 47/14 du Code wallon de l'action sociale et de la santé, insérés par le décret du 2 mai 2019, et modifiés par le décret du 3 février 2022;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Il est établi un programme de médecine préventive de lutte contre la tuberculose, dénommé « programme de médecine préventive tuberculose ».

Art. 3. Le programme de médecine préventive tuberculose est piloté par un ou plusieurs centres d'opérationnalisation en médecine préventive, spécialement agréés à cette fin conformément au chapitre IV.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « tuberculose » : la maladie infectieuse causée par le bacille de Koch;

2^o « tuberculose active » : le stade actif de la tuberculose, pouvant se manifester en différents endroits du corps, pulmonaire ou extra pulmonaire, avec ou sans symptômes;

3^o « tuberculose contagieuse » : la tuberculose active touchant le poumon ou les voies respiratoires supérieures, potentiellement transmissible;

4^o « infection tuberculeuse latente », en abrégé ITL : le stade latent de la tuberculose qui résulte d'une infection de la personne par le bacille de Koch sans développement du stade actif de la maladie, qui se caractérise par un patient asymptomatique et non contagieux;

5^o « contact » : toute personne ayant été proche d'un malade atteint de tuberculose contagieuse;

6^o « groupe à risque » : le groupe de personnes pour lesquelles l'incidence de la tuberculose active est supérieure aux normes admises au niveau européen;

7^o « prévention de la tuberculose » : les moyens et stratégies mis en œuvre, dans le respect et les limites des compétences de la Région wallonne, pour la réalisation de la surveillance épidémiologique, de la socio-prophylaxie, du dépistage de l'entourage proche des malades porteurs de tuberculose contagieuse ou des autres groupes exposés, de la communication sur la tuberculose;

8^o « socio-prophylaxie » : l'ensemble des moyens socio-sanitaires mis en œuvre pour empêcher l'apparition, l'aggravation et la propagation de la tuberculose;

9^o « Code décretaal » : le Code wallon de l'action sociale et de la santé - partie décretaal;

10^o « Code réglementaire » : le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé;

11^o « Ministre » : le ministre qui a la santé dans ses attributions;

12^o « Agence » : l'agence visée à l'article 2 du Code décretaal;

13^o « centre d'opérationnalisation en médecine préventive » : le centre d'opérationnalisation en médecine préventive au sens de l'article 47/7, 10^o, du Code décretaal, chargé du pilotage du programme de médecine préventive tuberculose;

14° « prestataire externe » : le prestataire externe spécifiquement désigné par l'Agence, pour la surveillance des maladies infectieuses en exécution de l'article 47/14 du Code décrétal.

CHAPITRE III. — Prévention de la tuberculose

Section 1^{re}. — Mission de socio-prophylaxie

Art. 5. La mission de socio-prophylaxie comprend les mesures suivantes :

1° la réception et le traitement des déclarations visées à l'article 47/13, § 1^{er}, du Code décrétal, relatives aux cas de tuberculose active ou d'infection tuberculeuse latente;

2° la vérification du suivi par un médecin traitant de tout cas déclaré de tuberculose active ou d'infection tuberculeuse latente;

3° la vérification de l'information adéquate au patient atteint de tuberculose active ou d'infection tuberculeuse latente, et à ses contacts;

4° la coordination de l'accompagnement psycho-médicosocial du patient atteint de tuberculose active ou d'infection tuberculeuse latente;

5° l'identification des contacts, le cas échéant après enquête;

6° le dépistage des contacts;

7° la communication avec les professionnels socio-sanitaires concernés;

8° l'adoption de mesures sanitaires visées à l'article 47/15 du Code décrétal, en cas de tuberculose contagieuse.

Art. 6. Les mesures visées à l'article 5 sont réalisées par les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive est autorisé à réaliser tout ou partie des mesures visées à l'article 5 lorsqu'il est désigné par l'Agence comme prestataire externe.

En cas d'application de l'alinéa 2, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive agit sous l'autorité et la responsabilité des inspecteurs d'hygiène régionaux, des médecins ou des infirmiers visés à l'article 47/15, § 1^{er}, du Code décrétal.

Pour la prévention de la tuberculose, il est interdit à l'Agence de désigner un prestataire externe autre qu'un centre d'opérationnalisation en médecine préventive au sens du présent arrêté.

Section 2. — Mission de sensibilisations et d'informations sur la tuberculose.

Art. 7. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive organise des actions de sensibilisation et de formation relatives à la tuberculose à destination :

1° des médecins;

2° des infirmiers;

3° des laboratoires de biologie clinique;

4° des acteurs des services de première ligne du secteur de la santé;

5° des acteurs des services de première ligne du secteur social.

Les actions visées à l'alinéa 1^{er} sont destinées prioritairement aux professionnels actifs auprès des personnes atteintes de la tuberculose, des groupes à risque et des personnes précarisées.

Art. 8. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive organise des actions d'information sur la tuberculose à destination de la population de la région de langue française, prioritairement axées sur les groupes à risques.

Art. 9. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive centralise et analyse les données épidémiologiques de la tuberculose.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive rédige chaque année un rapport épidémiologique sur la tuberculose, reprenant les données centralisées et analysées conformément à l'alinéa 1^{er}.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive transmet son rapport épidémiologique annuel à l'Agence et au ministre.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive organise avec l'Agence la publication du rapport épidémiologique annuel.

Pour l'application du présent article, il est fait usage de données anonymisées.

Art. 10. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive évalue de manière permanente les stratégies mises en place dans le cadre de la lutte contre la tuberculose, et leur impact sur l'évolution épidémiologique.

Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive adresse à l'Agence et au Ministre toutes les propositions qu'il estime utiles à l'amélioration des stratégies visées à l'alinéa 1^{er}.

Section 3. — Etablissement de partenariats et collaborations.

Art. 11. Conformément à l'article 410/17, alinéa 2, du Code décrétal, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive établit, pour l'exercice des missions énumérées à la section 2, des partenariats ou des collaborations avec des acteurs sociaux et des acteurs de santé, du secteur public ou du secteur privé.

Dans le choix de ses partenariats ou collaborations, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive accorde une attention particulière aux acteurs susceptibles d'atteindre les publics défavorisés et les publics sans suivi médical régulier.

Art. 12. Pour les missions reprises à la section 1^{ère} le centre d'opérationnalisation en médecine préventive établit toutes collaborations nécessaires ou utiles avec :

1° les instances internationales;

2° les autorités étrangères;

3° les autorités fédérales;

- 4° les autorités communautaires;
- 5° les autorités des autres Régions;
- 6° les autorités provinciales et locales.

CHAPITRE IV. — *Agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive*

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément.

Art. 13. Les articles 12/55 à 12/59 du Code réglementaire s'appliquent au centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Art. 14. Le programme d'actions coordonnées visé à l'article 410/18, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code décretaal comprend au moins les éléments suivants :

- 1° un plan d'action reprenant les objectifs de sensibilisation, de formation et d'information visés aux articles 7 et 8;
- 2° une méthodologie pour l'établissement du rapport épidémiologique annuel visé à l'article 9;
- 3° une méthodologie pour la réalisation de l'évaluation permanente visée à l'article 10;
- 4° une stratégie de mise en œuvre des partenariats et collaborations visés à l'article 11.

Art. 15. L'équipe multidisciplinaire visée à l'article 410/18, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code décretaal comprend les fonctions suivantes :

- 1° un ou plusieurs médecins;
- 2° un ou plusieurs infirmiers;
- 3° du personnel administratif et de coordination.

Art. 16. Outre les conditions visées à l'article 410/18, § 2, du Code décretaal et à l'article 12/59 du Code réglementaire, le centre d'opérationnalisation en médecine préventive justifie, pour être agréé, d'une expérience utile d'au moins cinq années dans la lutte contre la tuberculose.

Section 2. — Procédure d'agrément.

Art. 17. Les articles 12/60 et 12/61 du Code réglementaire s'appliquent à l'agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

CHAPITRE V. — *Subventionnement*

Art. 18. Les articles 12/63 et 12/65 du Code réglementaire s'appliquent au centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Les articles 12/62 et 12/64 du Code réglementaire ne s'appliquent pas au centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Art. 19. § 1^{er}. Il est accordé au centre d'opérationnalisation en médecine préventive agréé une subvention d'un montant de 130.000 €. Ce montant est majoré de 500.000 € lorsque le centre d'opérationnalisation en médecine préventive est désigné par l'Agence comme prestataire externe.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice-pivot 109,34 en date du 1^{er} octobre 2021 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

§ 2. Les articles 12/1 et 12/2 du Code réglementaire sont applicables à la subvention visée au présent article.

Art. 20. Le centre d'opérationnalisation en médecine préventive qui exerce également des activités en dehors du cadre du présent programme de médecine préventive ventile ses frais selon qu'ils concernent le programme de médecine préventive, ou ces autres activités.

Seuls les frais relatifs au programme de médecine préventive sont admissibles à charge de la subvention.

CHAPITRE VI. — *Evaluation, contrôle et retrait d'agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive*

Art. 21. Les articles 12/66 à 12/68 du Code réglementaire s'appliquent à l'évaluation du centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Art. 22. L'article 12/69 du Code réglementaire s'applique au contrôle du centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

Art. 23. Les articles 12/70 et 12/71 du Code réglementaire s'appliquent au retrait d'agrément du centre d'opérationnalisation en médecine préventive.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 24. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 avril 2023.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/202574]

5 APRIL 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het programma inzake preventieve geneeskunde tuberculose

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 47/17, § 1, lid 1, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 december 2022;

Gelet op het rapport van 5 december 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de beslissing van 15 december 2022 van het inter-Franstalig overlegorgaan om geen advies uit te brengen;

Gelet op de beslissing van 15 december 2022 van het inter-Franstalig ministerieel overlegcomité om geen advies uit te brengen;

Gelet op advies nr. 73.046/4 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 14 maart 2023;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/10 tot 12/14 en 12/55 tot 12/72, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2022;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 16 januari 2023;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la Santé" (Waalse Gezondheidscommissie), gegeven op 20 december 2022;

Overwegende dat er voorheen programma's voor preventieve geneeskunde ter bestrijding van tuberculose door de federale overheid, vervolgens door de Franse Gemeenschap, in een tijd waarin deze bevoegdheid nog niet naar het Gewest was overgeheveld;

Overwegende dat er bijgevolg in de bestendigheid van de bestrijding van tuberculose dient te worden voorzien door de opneming van een specifiek programma voor preventieve geneeskunde ter bestrijding van tuberculose in het Waalse reglementaire corpus;

Overwegende dat de verwerking van personeegegevens als uit dit besluit voortvloeiende volledig worden voorzien bij de artikelen 47/13 en 47/14 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 2. Er wordt een programma voor preventieve geneeskunde ter bestrijding van tuberculose vastgesteld, genaamd "programma voor preventieve geneeskunde tuberculose".

Art. 3. Het programma voor preventieve geneeskunde tuberculose wordt gestuurd door een of meerdere, bijzonder daartoe overeenkomstig hoofdstuk IV erkende, operationaliseringscentra voor preventieve geneeskunde.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "tuberculose": de infectieziekte veroorzaakt door de Koch bacil;

2^o "actieve tuberculose": het actieve stadium van de tuberculose die zich op verschillende plaatsen van het lichaam kan voordien, pulmonair of extra-pulmonair, met of zonder symptomen;

3^o "besmettelijke tuberculose": de actieve tuberculose die de long of de bovenste luchtwegen treft en potentieel overdraagbaar is;

4^o "latente tuberculeuze infectie", afgekort LTI: het latente stadium van de tuberculose, die voortvloeit uit een infectie van de persoon met de Koch bacil zonder dat het actieve stadium van de ziekte zich ontwikkelt, gekenmerkt door een asymptomatische en niet-besmettelijke patiënt;

5^o "contact": iedere persoon die zich in de nabijheid van een zieke, getroffen door besmettelijke tuberculose, heeft bevonden;

6^o "risicogroep": de groep personen voor welke de incidentie van de actieve tuberculose hoger is dan de op Europees niveau aanvaarde nomen;

7^o "preventie van de tuberculose": de mits de inachtneming en binnen de perken van de bevoegdheden van het Waalse Gewest geïmplementeerde middelen en strategieën voor de verwezenlijking van het epidemiologisch toezicht, van de socio-prophylaxie, van de opsporing van de nabije entourage van de zieken die drager zijn van besmettelijke tuberculose of andere blootgestelde groepen, of van de communicatie over tuberculose;

8^o "socio-prophylaxie": de gezamenlijke socio-sanitaire middelen die worden ingezet om de verschijning, de verergering en de verspreiding van tuberculose te verhinderen;

9^o "decreetgevende deel van het Wetboek": decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

10° "reglementair deel van het Wetboek" het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

11° "de Minister": de Minister die voor gezondheid bevoegd is;

12° "Agentschap": het agentschap bedoeld in artikel 2 van het decreetgevend deel van het Wetboek;

13° « operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde »: het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde in de zin van artikel 47/7, 10°, van het decreetgevend deel van het Wetboek, belast met de sturing van het programma voor preventieve geneeskunde tuberculose;

14° "externe dienstverlener": de externe dienstverlener, specifiek aangewezen door het Agentschap voor het toezicht op de infectieziekten, ter uitvoering van artikel 47/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

HOOFDSTUK III. — *Preventie van de tuberculose*

Afdeling 1. — Sociaal-prophylactische opdracht

Art. 5. De opdracht inzake socio-prophylaxie omvat volgende maatregelen :

1° de ontvangst en de behandeling van de aangiften bedoeld in artikel 47/13, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek, betreffende de gevallen van actieve tuberculose of van latente tuberculeuze infectie;

2° de verificatie van de opvolging door de behandelende arts van ieder aangegeven geval van actieve tuberculose of van latente tuberculeuze infectie;

3° de verificatie van de passende informatie gegeven aan de patiënt getroffen door actieve tuberculose of latente tuberculeuze infectie, en aan zijn of haar contacten;

4° de coördinatie van de psycho-medisch-sociale begeleiding van de patiënt getroffen door actieve tuberculose of latente tuberculeuze infectie;

5° de identificatie van de contacten, in voorkomend geval na onderzoek;

6° contactopsporing;

7° de communicatie met de betrokken socio-sanitaire beroepsbeoefenaars;

8° het aannemen van sanitaire maatregelen bedoeld in artikel 47/15 van het decreetgevend deel van het Wetboek, in geval van besmettelijke tuberculose.

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde maatregelen worden uitgevoerd door de gewestelijke gezondheidsinspecteurs van het Agentschap, artsen en verpleegkundigen die belast zijn met het toezicht op besmettelijke ziekten.

In afwijking van het eerste lid wordt het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde gemachtigd de in artikel 5 bedoelde maatregelen geheel of gedeeltelijk uit te voeren wanneer het door het Agentschap wordt aangewezen als externe dienstverlener.

In geval van toepassing van het tweede lid, handelt het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde onder het gezag en de verantwoordelijkheid van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen of verpleegkundigen bedoeld in artikel 47/15, § 1, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Voor de preventie van tuberculose is het het Agentschap verboden een andere externe dienstverlener aan te stellen dan een operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde in de zin van dit besluit.

Afdeling 2. — Opdracht inzake sensibilisering en informatie over tuberculose

Art. 7. Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde organiseert sensibiliseringacties en vormen inzake tuberculose ten behoeve van:

1° de artsen;

2° de verpleegkundigen;

3° de laboratoria voor klinische biologie;

4° eerstelijns dienstverleners in de gezondheidszorg;

5° eerstelijns dienstverleners in de sociale sector.

De in het eerste lid bedoelde acties richten zich bij voorrang tot beroepsbeoefenaars die werken met mensen met tuberculose, risicogroepen en mensen in preciaire situaties.

Art. 8. Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde organiseert informatie-acties over tuberculose ten behoeve van de bevolking van het Franse taalgebied, bij voorrang ten behoeve van risicogroepen.

Art. 9. Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde centraliseert en analyseert epidemiologische gegevens over tuberculose.

Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde stelt jaarlijks een epidemiologisch verslag over tuberculose op, dat de overeenkomstig lid 1 gecentraliseerde en geanalyseerde gegevens bevat.

Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde maakt zijn jaarlijkse epidemiologische verslag aan het Agentschap en de minister over.

Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde organiseert samen met het Agentschap de publicatie van het jaarlijkse epidemiologische verslag.

Voor de toepassing van dit artikel worden geanonimiseerde gegevens gebruikt.

Art. 10. Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde evalueert voortdurend de in het kader van de tuberculosebestrijding toegepaste strategieën en het effect daarvan op de epidemiologische ontwikkeling.

Het operationaliseringcentrum voor preventieve geneeskunde legt het Agentschap en de Minister alle voorstellen voor die het nuttig acht om de in lid 1 bedoelde strategieën te verbeteren.

Afdeling 3. — Vaststelling van partnerschappen en samenwerkingsverbanden

Art. 11. Overeenkomstig artikel 410/17, lid 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek gaat het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde voor de uitvoering van de in afdeling 2 opgesomde opdrachten partnerschappen of samenwerkingsverbanden aan met sociale en gezondheidsactoren uit de openbare of particuliere sector.

Bij de keuze van zijn partnerschappen of samenwerkingsverbanden besteedt het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde bijzondere aandacht aan actoren die kansarme groepen en groepen zonder regelmatige medische opvolging kunnen bereiken.

Art. 12. Voor de in afdeling 1 genoemde opdrachten brengt het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde alle nodige of nuttige samenwerkingsverbanden tot stand met :

- 1° de internationale instanties;
- 2° de buitenlandse overheden;
- 3° de federale overheden;
- 4° de Gemeenschapsoverheden;
- 5° de overheden van de overige Gewesten;
- 6° de provinciale en gemeentelijke overheden.

*HOOFDSTUK IV. — Erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 13. De artikelen 12/55 tot en met 12/59 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

Art. 14. Het in artikel 410/18, § 2, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde gecoördineerde actieprogramma omvat ten minste de volgende elementen :

- 1° een actieplan met de in de artikelen 7 en 8 bedoelde doelstellingen inzake sensibilisering, vorming en informatie;
- 2° een methodologie voor het opstellen van het in artikel 9 bedoelde jaarlijkse epidemiologische verslag;
- 3° een methodologie voor het uitvoeren van de in artikel 10 bedoelde tussentijdse evaluatie;
- 4° een strategie voor de uitvoering van de in artikel 11 bedoelde partnerschappen en samenwerkingsverbanden.

Art. 15. Het multidisciplinair team bedoeld in artikel 410/18, § 2, eerste lid, 3°, van het decreetgevend deel van het Wetboek omvat de volgende functies:

- 1° één of meerdere artsen;
- 2° één of meerdere verpleegkundigen;
- 3° administratief en coördinerend personeel.

Art. 16. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 410/18, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek en in artikel 12/59 van het reglementair deel van het Wetboek, moet het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde, om erkend te worden, over minstens vijf jaar nuttige ervaring in de strijd tegen tuberculose beschikken.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 17. De artikelen 12/60 en 12/61 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

Hoofdstuk V. — Subsidiëring

Art. 18. De artikelen 12/63 tot en met 12/65 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

De artikelen 12/62 tot en met 12/64 van het reglementair deel van het Wetboek zijn niet van toepassing op het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

Art. 19. § 1. Het erkende operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde krijgt een subsidie van 130.000 euro toegewezen. Dit bedrag wordt met 500.000 euro verhoogd wanneer het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde door het Agentschap wordt aangewezen als externe dienstverlener.

Het in lid 1 bedoelde bedrag van 10.000,00 euro is gekoppeld aan de spilindex 109,34 per 1 oktober 2021 in de basis 2013 = 100. Dit bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

§ 2. De artikelen 12/1 en 12/2 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op dit artikel.

Art. 20. Het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde dat eveneens activiteiten verricht buiten het kader van dit programma inzake preventieve geneeskunde, verdeelt zijn kosten naargelang zij betrekking hebben op het programma inzake preventieve geneeskunde dan wel op de overige activiteiten.

Enkel de kosten voor het programma voor preventieve geneeskunde zijn subsidiabel.

HOOFDSTUK VI. — Evaluatie, controle en intrekking van de erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde

Art. 21. De artikelen 12/66 tot en met 12/68 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de evaluatie van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

Art. 22. Artikel 12/69 van het reglementair deel van het Wetboek is van toepassing op de controle van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

Art. 23. De artikelen 12/70 tot en met 12/71 van het reglementair deel van het Wetboek zijn van toepassing op de intrekking van de erkenning van het operationaliseringscentrum voor preventieve geneeskunde.

HOOFDSTUK VII. — *Slofbepaling*

Art. 24. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 april 2023.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202576]

20 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission interministérielle instaurée par l'article 48 du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, l'article 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission interministérielle, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 avril 2023.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO
La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DE LA COMMISSION INTERMINISTERIELLE

Article. 1^{er} - Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1° « le décret » : le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires;

2° « l'arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires;

3° « la commission » : la commission interministérielle instaurée par l'article 48 du décret;

4° « le Forem » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Article 2 - Missions

En vertu de l'article 48 du décret et de l'article 15, § 6, alinéa 3, de l'arrêté, la commission est chargée de :

1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution du décret;

2° remettre un avis préalable à toute sanction prise en vertu de l'article 49 du décret;

3° remettre, sur demande, un avis préalable, lors de l'élaboration du contenu des appels à projets visés au chapitre 3, section 2 du décret;

4° examiner et valider le rapport d'évaluation visé à l'article 50 du décret;

5° de remettre un avis pour toute demande de cession de subvention visée à l'article 6 du décret lorsque la cession est effectuée pour une activité d'intérêt général différente de celle pour laquelle l'employeur cessionnaire bénéficie de la subvention.